



Éditions Amsterdam

Steve Biko, *Conscience noire. Ecrits d'Afrique du Sud, 1969-1977*, Paris, Éditions Amsterdam, 2014 - Traduction Emmanuel Delgado Hoch et Natacha Filippi.

Chapitre 17 : Notre stratégie de libération

Cet entretien, accordé à un journaliste européen pendant la première moitié de l'année 1977, est avant tout un récapitulatif des arguments présents dans les écrits compilés dans ce livre, et à ce titre ne devrait pas nécessiter d'introduction plus approfondie.

Cependant Steve Biko y expose également sa pensée sur la nouvelle situation qui a émergé en Afrique du Sud suite aux soulèvements étudiants de Soweto et d'ailleurs depuis juin 1976, soulèvements qui ont modifié l'équilibre des forces dans le monde noir. En prenant en compte «?l'impact de toutes les organisations qui œuvrent dans le but de provoquer un changement en Afrique du Sud?», Steve Biko souligne plus particulièrement le besoin pressant d'un front de libération uni qui recevrait et dirigerait les énergies des jeunes hommes et jeunes femmes toujours plus nombreux qui «?fuiant?» le pays. Il est convaincu que le Mouvement de la Conscience Noire, dans lequel il est reconnu comme le «?premier parmi ses pairs?», se trouve alors dans une position unique pour réconcilier l'ANC et le PAC, et ce faisant, donner naissance à ce front de libération uni.

Malgré tout, même à ce stade tardif, Steve Biko continue d'espérer et de travailler à la réalisation d'une solution relativement non-violente au conflit racial qui s'amplifie. L'affirmation du dernier paragraphe, où Steve Biko exprime l'espoir que des «?groupes de Blancs?» soient «?prêts à former des coalitions avec des Noirs?» pour que «?le conflit [soit] réduit?» est donc particulièrement intéressante. Nous sommes ici bien loin de la «?stratégie de retrait?» des premières années de la SASO et cela reflète la confiance que Steve Biko a désormais dans la capacité de son mouvement à rester ferme sur ses positions, et même à constituer la voix prépondérante dans les «?coalitions?» Noirs-Blancs à l'intérieur du pays.

Notre stratégie de libération

Stephen Biko?: Nos diverses organisations ont des façons de fonctionner différentes. Leur histoire débute après les événements des années 1963-1964. Souvenez-vous, il y a eu beaucoup d'arrestations dans ce pays en réaction aux activités clandestines du PAC (le Congrès panafricain) et

de l'ANC (le Congrès national africain)?; cela a provoqué une sorte d'émasculatation politique de la population, et surtout de la population noire, avec pour conséquence que les Noirs ne pouvaient pas exprimer leurs propres aspirations. Seules des organisations blanches, principalement des groupes étudiants comme le NUSAS (le Syndicat national des étudiants sud-africains), le Parti libéral ou le Parti progressiste, s'opposaient à ce que le gouvernement imposait aux Noirs. Par rapport à avant, peu nombreux étaient les Noirs qui énonçaient des idées un peu sensées. Ils étaient par ailleurs dispersés parmi ces organisations-là. Quand je suis entré en fac [à l'université de Durban] au cours de l'année 1966, selon l'analyse que mes amis et moi en faisons, il y avait quelque chose d'anormal dans cette situation où les Blancs étaient en fait ceux qui participaient le plus à notre oppression et en même temps ceux qui s'opposaient le plus à cette oppression. Cela signifiait donc que, dans ce pays, les Noirs ne pouvaient à aucun moment se consacrer à transformer l'opinion politique. L'arène politique était complètement contrôlée par les Blancs, dans ce qu'on appelait à l'époque la «?totalité?» du pouvoir blanc.

Nous avons donc affirmé que les changements à venir ne pourraient advenir que s'ils résultaient d'un programme élaboré par les Noirs, et pour que les Noirs puissent élaborer un programme, ils devaient vaincre l'élément principal qui, en politique, leur faisait du tort?: un sentiment psychologique d'infériorité délibérément entretenu par le système. Donc de la même manière, les Blancs, pour pouvoir écouter les Noirs, devaient vaincre le problème principal qu'ils avaient, et qui était un problème de «?supériorité?».

Or la seule façon de provoquer ce changement consistait bien sûr à réexaminer l'homme noir pour comprendre ce qui le rendait si facile à dénigrer. Nous avons affirmé qu'en tant qu'étudiants noirs nous ne pouvions participer à des organisations multiraciales qui, en réalité, premièrement étaient des organisations blanches en raison du nombre écrasant d'étudiants blancs dans ce pays.

Qui, deuxièmement, se concentraient principalement sur des problèmes qui affectaient la communauté étudiante blanche.

Dont les membres, troisièmement, bien sûr, en ce qui concernait les questions politiques, s'exprimaient bien mieux que l'étudiant noir ordinaire, du fait de leur formation supérieure et de leur nombre - ils pouvaient obtenir la majorité sur n'importe quel sujet. Ce qui signifiait que le NUSAS, en tant qu'organisation, exprimait des opinions politiques largement déterminées par la prépondérance blanche de ses membres.

En 1968, nous avons donc créé ce qui s'appelle désormais la SASO - l'Organisation des étudiants sud-africains - qui s'ancrait solidement dans la Conscience Noire. L'objectif principal de cette dernière résidait dans l'idée que l'homme noir devait réévaluer sa position, en considérant de façon positive les systèmes de valeur qui lui permettaient de devenir, de façon distincte, un homme dans la société.

Comme quoi??

D'abord, nous pensions que ce pays en particulier était presque comme un îlot européen en Afrique. Si l'on parcourt l'Afrique on trouve des aspects de la vie africaine auxquels l'ensemble du continent attribue une valeur culturelle. Mais dans ce pays... D'une façon ou d'une autre, on a tendance à faire croire à tout visiteur qu'il est presque en Europe. Il ne voit jamais les Noirs autrement que dans un rôle servile. Tout cela vient de la domination culturelle du groupe qui est actuellement au pouvoir.

Diminuer la peur

Dans quelle mesure avez-vous réussi??

Nous avons réussi, dans la mesure où nous avons diminué l'élément de peur présent dans l'esprit des Noirs. Pendant la période qui va de 1963 à 1966, les Noirs avaient terriblement peur de s'engager politiquement. Aucun dirigeant utile ne sortait des universités parce que, de l'avis de tous, il était plus confortable de se laisser absorber par le travail, de gagner de l'argent. Depuis, les étudiants noirs ont cependant compris que leur rôle premier était de se préparer à diriger les différents aspects de la vie communautaire noire. Grâce à notre formulation politique des aspirations du peuple noir, beaucoup de Noirs ont compris la nécessité d'entrer dans la lutte et de faire partie de ceux qui s'érigent contre le système. C'est probablement la première fois qu'il y a autant de conversations et de débats politiques et une aussi forte condamnation du système de la part des personnes noires ordinaires depuis 1960 et peut-être même avant encore.

Je fais référence ici à l'ensemble du système éducatif oppressif dont les étudiants parlent. Après s'en être plaint, le gouvernement a voulu consolider et protéger ce contre quoi les étudiants protestent en faisant venir la police, les Saracens [véhicules blindés] et les chiens - en faisant venir des soldats, pour ainsi dire.

La réponse des étudiants à ce moment-là a traduit leur fierté. Ils ne voulaient pas se calmer, même sous la menace des fusils. Et donc ce qui devait arriver arriva. Certains ont été tués. Les révoltes n'arrêtaient pas. Parce qu'à aucun moment, les jeunes étudiants - ni à aucun moment leurs parents - ne se sont résignés à avoir peur. Tout le monde a considéré que des mesures oppressives avaient délibérément été mises en place pour calmer les masses noires, et tout le monde était également déterminé à dire à la police, à dire au gouvernement?: nous ne serons pas effrayés par votre police, par vos chiens et par vos soldats. Voilà l'absence de peur dont on parle, et que je considère comme un élément déterminant de l'action politique.

Depuis le mois de juin dernier, près de 400 étudiants ont été tués.

499 exactement.

Est-ce que vous ne pensez pas que cela les découragera??

Non. Je pense que cela a été une arme efficace pour rassembler les jeunes et les vieux. Avant cela, il y avait une différence de perspective entre l'ancienne génération et la génération plus jeune. La génération plus jeune allait trop vite pour l'ancienne génération. L'ancienne génération était déchirée entre les politiques des bantoustans d'un côté - entre de vieilles allégeances qui ne représentaient pas des alliances progressistes, envers des groupes comme l'ANC, le PAC, sans que cela se traduise par des résultats concrets - et il y avait ceux qui avaient simplement trop peur pour faire quoi que ce soit.

Est-ce que vous condamnez ceux qui dirigent les bantoustans??

Oui, bien sûr. Nous condamnons les dirigeants des bantoustans, même les meilleurs d'entre eux comme Gatsha Buthelezi.

Parlez en juste en quelques mots.

Notre position sur ce sujet est qu'il est impossible, si l'on cherche à lutter pour les aspirations du peuple noir, de lutter à partir d'une plate-forme qui vise à opprimer le peuple noir. Nous considérons que les prétendues plates-formes des bantoustans sont des créations délibérées du gouvernement nationaliste qui permettent de juguler les aspirations politiques des Noirs et de leur donner des plates-formes pseudo-politiques pour détourner leur attention.

À lire : un extrait de "Conscience noire" de Steve

<https://www.contretemps.eu>

Biko

redaction

Les hommes tels que Gatsha Buthelezi, Matanzima, Mangope et ainsi de suite participent tous au jeu de l'homme blanc qui étouffe les aspirations des Noirs. Nous ne croyons pas qu'il soit possible, quelle que soit la façon de procéder, de transformer une telle plate-forme en une œuvre utile. Nous pensons que la première étape que doit franchir tout dirigeant politique noir est de détruire une telle plate-forme. De la détruire sans lui octroyer la moindre considération. Dès que l'on s'y engage, dès que l'on y participe, que l'on soit du parti dirigeant ou de l'opposition, on lui prête un caractère sacré, on lui consent une certaine respectabilité.

Donc dans une certaine mesure les gens comme Buthelezi, Matanzima ou Mangope participent à un jeu orchestré par l'homme blanc et ils y participent au détriment de l'homme noir. Ils amènent les Noirs à diviser leur lutte - à parler au nom des Zoulous, à parler au nom des Xhosas, à parler au nom des Pedis - ce qui est un aspect radicalement nouveau de la vie politique des Noirs dans ce pays. Nous, nous parlons en tant qu'association de forces, en nous adressant à un ennemi commun, et nous rejetons toute personne qui désire détruire cette unité.

Nous partons du principe que nous devons fonctionner en tant qu'ensemble de forces unies dans le but d'accéder à une société égalitaire pour l'Azania tout entière. Par conséquent, nous abhorrons l'imposition de perspectives tribalistes, raciales ou de tout type de perspective prônant la division. Nous les haïssons et cherchons à les détruire. C'est pour cette raison que nous ne pouvons envisager aucun type de coalition avec un des dirigeants des bantoustans, même ceux qui sont soi-disant les meilleurs, comme Gatsha Buthelezi, parce que les arguments qu'ils reprennent sapent leur légitimité.

La menace rouge

Évidemment le gouvernement a dit qu'une agitation communiste était à l'origine de tous ces troubles. Êtes-vous communiste??

Nous ne sommes absolument pas communistes. Je ne crois pas non plus un seul instant que le soulèvement soit dû à une agitation communiste. Je sais pertinemment que beaucoup de personnes différentes ont participé au soulèvement - ou du moins cela paraît être le cas. Mais la raison principale de ce soulèvement est simplement l'impatience des jeunes envers un gouvernement qui refuse de changer, qui refuse le changement dans le monde de l'éducation, qui est celui auquel les étudiants s'adressent, et qui refuse également le changement de la situation politique plus générale.

Quand ces jeunes ont commencé à manifester, ils parlaient de [l'usage exclusif de] l'afrikaans [dans les écoles noires], ils parlaient de l'éducation bantoue, et c'est de cela qu'il s'agissait. Mais le gouvernement a répondu de manière tyrannique, supposant comme il l'a toujours fait qu'il avait le pouvoir absolu. Mais c'est là que, pour une fois, un groupe d'étudiants lui a fait face, un groupe qui n'était pas prêt à se laisser maltraiter constamment. Les étudiants ont décidé de faire une démonstration de force, et bien sûr, le pays tout entier a suivi...

Il y a des leçons à tirer de tous les troubles de l'an dernier. En premier lieu, je pense que les Noirs ont un peu démontré leur force - et ils savent désormais quel est le niveau de dévouement auquel ils peuvent s'attendre de la part de leurs propres membres quand ils sont appelés à agir. Et ils savent aussi quelles réactions ils auront des diverses parties de la population - des jeunes, des plus âgés, et ainsi de suite.

La deuxième leçon est, évidemment, la réponse du gouvernement et de la population blanche dans son ensemble. Le gouvernement a répondu d'une certaine façon, et la population d'une autre. Le but n'est pas d'entrer dans les détails ici mais en lisant les journaux on pouvait avoir une idée de l'étendue de la peur qui prévalait dans la société blanche à un moment donné, notamment juste

après le premier assaut à Soweto, quand la peur est devenue réelle et s'est répandue dans toute la communauté, à travers tout le pays. Personne ne savait au juste vers où les troubles allaient se propager.

Donc par quoi ces leçons vont-elles se traduire dans le futur??

Je pars du principe que si une émeute de cette nature doit se répéter, elle sera planifiée de façon plus prudente, ce qui permettra d'obtenir de meilleurs résultats, avec plus d'efficacité, que ceux obtenus lors de la situation spontanée que nous avons vécue l'année dernière.

Pensez-vous que vous allez, par ce biais, faire advenir un véritable changement dans cette société??

Selon moi, ce n'est qu'une manière d'exprimer le mécontentement à l'intérieur de la société. Je pense que dans ce pays, le processus de changement tout entier va traîner en longueur. Cela dépendra entièrement de jusqu'où le gouvernement nationaliste est prêt à aller pour s'accrocher au pouvoir. Je pense que ses membres vont s'accrocher au pouvoir et continuer la lutte même dos au mur.

Le conflit ne pourrait être évité que s'ils étaient prêts à l'éviter. La lutte de ceux qui sont du côté des revendications, c'est-à-dire de ceux qui veulent la justice, de ceux qui désirent une société égalitaire, leur lutte pour atteindre ce à quoi ils aspirent sera déterminée par la résistance qu'offrira l'opposition. Si l'opposition est prête à se battre même dos au mur, alors le conflit ne pourra pas être évité.

Nous, la BPC - je suis un membre du Mouvement de la Conscience Noire, j'étais un membre de la BPC avant d'être banni par le gouvernement, et j'ai été, m'a-t-on dit, nommé président d'honneur de la BPC -, donc la ligne suivie par la BPC est d'explorer tous les moyens non-violents possibles dans ce pays, et c'est pour cela que nous existons.

Mais il y a des personnes - de nombreuses personnes - qui n'ont plus confiance en l'efficacité de la méthode non-violente. Ils considèrent que le gouvernement nationaliste actuel ne peut être renversé que par des gens aux commandes d'une branche armée.

Je ne sais pas si cela sera la réponse définitive de la société. Je pense qu'en fin de compte le résultat sera l'impact de toutes les organisations qui œuvrent dans le but de provoquer un changement en Afrique du Sud. Personnellement, je voudrais qu'il y ait moins de groupes. Je voudrais que des groupes comme l'ANC, le PAC et le Mouvement de la Conscience Noire décident de former un seul groupe de libération. C'est uniquement, je pense, quand les Noirs seront véritablement dévoués et unis autour de leur cause que nous pourrions obtenir les meilleurs résultats. Et seul le futur nous dira si cela aura lieu sous la forme d'un conflit ou pas. Je ne crois pas un instant que nous allons abandonner de notre plein gré l'attitude non-violente que nous défendons - pour le moment du moins. Je ne peux prévoir ce que le futur nous réserve, de la même façon que je ne peux prévoir ce que l'ennemi fera dans le futur.

Sans calendrier

Avez-vous une idée du nombre d'années que prendra un tel changement??

C'est une question très difficile. Je ne veux pas m'aventurer à répondre à ce genre de question. Certains parlent de cinq ans, d'autres de dix ans. Je pense que nous n'en sommes pas encore au stade où nous pouvons établir un calendrier précis.

Vous parlez d'une société égalitaire. Est-ce que vous signifiez par là une société socialiste??

À lire : un extrait de "Conscience noire" de Steve

<https://www.contretemps.eu>

Biko

redaction

Oui, je pense qu'on ne peut pas échapper au fait qu'aujourd'hui en Afrique du Sud la redistribution des richesses est tellement injuste que toute liberté politique qui n'impliquera pas une redistribution adéquate des richesses sera vide de sens. Les Blancs ont concentré la plus grande partie des richesses du pays entre les mains d'une petite minorité d'entre eux. Si la seule chose qui change sont ceux qui sont au pouvoir, ce qui risque de se passer c'est que les Noirs continueront d'être pauvres, et que l'on verra quelques Noirs se glisser au sein de ce qu'on appelle la bourgeoisie. Notre société sera à peu près gouvernée comme elle l'était auparavant. Donc, pour que prenne place un véritable changement, nous devons tenter de réorganiser l'ensemble du modèle et des politiques économiques de ce pays.

La BPC croit en un judicieux mélange entre entreprises privées, très diminuées, et participation de l'État à l'industrie et au commerce, plus particulièrement dans certains secteurs, comme celui de l'exploitation minière - de l'or, des diamants, de l'amiante, etc. - ou celui de la foresterie, tout cela accompagné bien sûr de la pleine propriété des terres. À travers ce judicieux mélange de deux systèmes, nous espérons pouvoir accéder à une redistribution des richesses plus équitable.

Imaginez-vous un pays où les Noirs et les Blancs puissent vivre ensemble dans une bonne entente et sur un pied d'égalité??

Oui, tout à fait. Nous envisageons une société qui ne se fonde absolument pas sur la race. Nous ne croyons pas, par exemple, en les dites garanties des droits des minorités, parce que garantir les droits des minorités implique que l'on considère certaines parties de la communauté sur une base raciale. Nous imaginons que dans notre société il n'y aura pas de minorité, il n'y aura pas de majorité, il n'y aura que les gens. Et ces gens seront égaux devant la loi et bénéficieront tous des mêmes droits politiques devant la loi. Donc, d'une certaine manière, ce sera une société égalitaire qui ne se fondera aucunement sur les races.

Mais est-ce que les Noirs dans leur très grand nombre, après tout ce qu'ils ont vécu, seront capables de vivre leur vie sans succomber au désir de vengeance, de...

Nous pensons que c'est le rôle du mouvement politique d'avant-garde qui amène le changement que de faire évoluer la manière de penser des gens. De la même façon, les Noirs n'ont jamais vécu dans un système économique socialiste et ils devront apprendre à y vivre. Et de la même manière, ils ont toujours vécu dans une société divisée racialement et ils devront apprendre à vivre dans une société où la race ne sera plus une référence. Ils ont beaucoup de choses à apprendre.

Tout cela doit leur être présenté et expliqué par des membres du mouvement d'avant-garde qui dirige la révolution. Je n'ai pas le moindre doute sur le fait que les gens - et d'où je viens, là où j'ai vécu, j'ai appris à connaître les gens - ne cherchent pas toujours à se venger ni à être cruels. L'homme noir ne nourrit aucune mauvaise intention envers l'homme blanc. L'homme noir ne déploie sa rage contre l'homme blanc que dans la mesure où celui-ci veut s'ancrer dans une position de pouvoir pour exploiter l'homme noir. Mais il n'y a rien au-delà de ça.

Nous n'avons pas besoin de majorités artificielles, ni de lois artificielles pour conserver le pouvoir, parce que nous pensons qu'une fois que nous serons au pouvoir, parce que nous sommes nombreux, nous y resterons. Nous ne partageons pas la peur que le gouvernement blanc minoritaire a connue pendant tout ce temps, et qui a eu pour conséquence les nombreuses lois formulées pour le maintenir en place.

Suffrage libre

Comme vous le savez, le gouvernement soutient toujours que l'homme noir n'est pas encore à un

stade de civilisation suffisant pour pouvoir être totalement responsable politiquement. Imaginez-vous un suffrage «?un homme, un vote?»??

Oui, nous y pensons en effet. Absolument. Absolument, un homme, un vote, sans aucune restriction, à l'exception de celles que l'on retrouve normalement dans le monde entier.

Ne pensez-vous pas qu'en réalité, l'homme noir est parfaitement capable...

L'homme noir est tout à fait capable - et l'homme blanc le sait. L'ironie de ce type de situation réside dans le fait que, quand le gouvernement blanc négocie une prétendue indépendance pour ce qu'il appelle le Transkei, il n'évoque pas l'idée d'un suffrage qualifié. Dans le Transkei, tous les habitants votent. On trouve des politiciens nationalistes blancs qui soutiennent que ce système va fonctionner au Transkei. Mais d'une manière ou d'une autre, quand on en vient à parler du pays tout entier, on dit que les Noirs ne peuvent pas voter parce qu'ils ne comprennent pas les modèles économiques sophistiqués du marché. Ils ne comprennent rien. Ils doivent agir à un autre niveau. Cet argument ne tient pas la route. Il cherche à renforcer la position actuelle de l'homme blanc. Nous nous débarrasserons entièrement de cette idée. Le suffrage n'aura rien à voir avec la race. Dans notre société, les Noirs et les Blancs voteront en tant qu'individus.

Tout cela est fascinant. En tant qu'étranger, en tant que visiteur, je ne peux qu'ajouter que j'ai l'impression que le chemin sera forcément long et probablement très sanglant.

Il y a cette possibilité. Il y a cette possibilité. Mais comme je l'ai dit auparavant, cela dépendra entièrement de la réponse du parti nationaliste. S'il a été capable de s'assurer qu'en Rhodésie, le premier ministre Smith négocie avec les dirigeants du peuple noir de ce pays¹ ...

Vu ce à quoi on peut s'attendre du système actuel, je pense qu'on ne peut pas éviter le conflit. Et ce conflit pourra être généralisé, considérable et très long. Ce dont j'ai le plus peur, en partant de l'analyse actuelle, c'est que tout conflit à venir opposera globalement les Noirs aux Blancs.

Nous n'avons pas suffisamment de groupes prêts à former des coalitions avec des Noirs - je veux dire pas assez de groupes de Blancs - à l'heure actuelle. Plus il y aura de groupes de ce genre à émerger, plus le conflit sera réduit.

M. Biko, je vous remercie.

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur·e(s) et URL d'origine activée.

références

1. ↑ NdT?: Comme dans le chapitre 15, «?La légitimité de notre force?», Steve Biko fait ici référence à la rencontre entre le Premier ministre sud-africain John Vorster et le Premier ministre de la Rhodésie Ian Smith qui avait pour but de convaincre ce dernier de l'inévitabilité de l'indépendance du Zimbabwe.